

Montpellier : quartier du Petit-Bard, émeutes et expérimentations.



A Montpellier, samedi dernier, le quartier du Petit-Bard, quartier que l'on qualifie de défavorisé, était à feu et à sang. Le journal local, Midi Libre, plutôt enclin à édulcorer, n'a pourtant pas hésité à parler de « *climat insurrectionnel* ». La raison? Elle est devenue aujourd'hui d'une banalité à pleurer et ne surprendra personne ici: un jeune au volant d'un véhicule tout terrain de luxe est poursuivi par la police. Arrivé dans le quartier du Petit-Bard, il appelle ses copains à caillasser les forces de l'ordre : « *il ne faut pas qu'ils ressortent* », leur dit-il. Caillassage, renforts, incendie. Un samedi soir ordinaire dans la France d'aujourd'hui.

Ce n'est pas la première fois que le Petit-Bard attire notre attention. Pour mémoire, c'est dans ce quartier qu'un étudiant en Histoire avait été mortellement poignardé alors qu'il tentait d'empêcher des jeunes de voler dans une voiture. Le présumé coupable s'est enfui en Algérie avec l'aide de sa famille et n'a pu être jugé en France. Voilà pour finir de planter le décor.

Le Petit-Bard, c'est aussi le quartier où se trouve le collègue

Las Cazes qui vient de faire parler de lui tout récemment. *Un collègue pour réussir*, dit le site de l'établissement. Pourtant, ce n'est pas pour l'excellence de ses résultats que le collège a fait la Une de la presse locale. Il faut croire que le slogan n'a pas convaincu les Blancs, les Français de souche, enfin les non-maghrébins, qui, par le jeu des options, des fausses adresses, et des dérogations, ont déserté l'établissement. Et on les comprend, celui-ci ayant été connu dans le passé pour faits de violence. Las Cazes a donc aujourd'hui une population scolaire presque exclusivement maghrébine. C'est ce qui a propulsé ce collège sur le devant de la scène.

En effet, les parents d'élèves de l'établissement sont mécontents de la situation et manifestent. Ils crient à la ghettoïsation, s'inquiètent du niveau de leurs enfants : *comment mon fils va-t-il apprendre le Français ici*, se demande un père nouvellement arrivé, *il n'y a que des Arabes*. Et les mères, tous voiles dehors, d'organiser une manifestation dans la rue en exigeant plus de *blonds* dans le collège. Quant aux professeurs en poste dans cet exotique établissement, ils sont désolés d'entendre les élèves leur dire « *Vous les Français* » ne se reconnaissant pour eux-mêmes qu'une seule identité, « *l'identité musulmane* » .

Résumons :

une immigration de peuplement en masse d'un côté, les familles d'immigrés qui s'indignent de ne plus voir de Français, de l'autre ;

des immigrés qui se regroupent dans les mêmes quartiers, qui se plaignent ensuite d'être ghettoïsés ;

une école qui enseigne à ses élèves l'Histoire et la langue des pays d'origine et les enseignants qui déplorent que ceux-ci se sentent encore moins Français que leurs parents.

Et tout ce beau monde d'exiger en chœur davantage de mixité ethnique et sociale.

Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes, disait Bossuet.

Comment concilier des paramètres aussi nombreux que contradictoires?

Pas de crainte. La Ministre de l'Education Nationale a la solution. Les Français ne veulent plus mettre leurs enfants dans des établissements où ils seraient minoritaires et considérés comme des aliens, tels les rares « *Blancs* » – ce sont les maghrébins qui les appellent ainsi – du collège Las Cazes? Qu'à cela ne tienne. On va les y contraindre.

Et la ministre de ressortir l'outil répressif déjà utilisé – qui n'a jamais empêché le divorce des populations pour ne pas dire leur apartheid, ni réduit les inégalités, ni augmenté la réussite: **la carte scolaire** – mais en la durcissant.

Errare humanum est. Perseverare diabolicum. Peu importe si ces mesures n'ont pas apporté la moindre preuve de leur efficacité. On n'est pas pragmatique à gauche. On est idéologue. On garde le vieux logiciel. On ne change pas de paradigme.

Il sera donc beaucoup plus difficile d'obtenir des dérogations de complaisance. D'ailleurs, les parents ne peuvent déjà plus demander une classe bilingue par exemple; celles-ci viennent de disparaître.

Ensuite, toujours dans la logique de la fuite en avant, l'Education Nationale va se livrer à une *expérimentation* dans quelques départements : les secteurs de recrutement seront élargis ce qui donnera à l'Etat le pouvoir d'affecter les élèves dans tel ou tel établissement en fonction de leurs origines sociales. Autrement dit, si le collège Las Cazes relève de ce plan, et nul doute que ce sera le cas, l'Etat ne va pas hésiter à envoyer des enfants dans un quartier de sinistre réputation.

Expérimentation? Ça fait peur, surtout s'agissant d'enfants. Devant l'urgence absolue de la situation et afin de parer au plus pressé, on ne saurait trop recommander aux parents concernés, qui ne veulent pas cautionner une politique d'immigration fatale, qui refusent d'être pris en otage par des despotes, qui ne souhaitent pas que leurs enfants deviennent des Indiens dans leur propre pays, d'aller trouver

asile dans l'enseignement privé, fût-il hors-contrat, qui bien qu'encore confidentiel, est en progression constante.